

En Côte d'Ivoire, les réfugiés d'un Mali en crise affluent en crise

Face à la progression de groupes armés islamistes dans le sud du Mali, les arrivées de familles maliennes se multiplient dans le nord de la Côte d'Ivoire, qui a annoncé renforcer son dispositif de sécurité à la frontière.

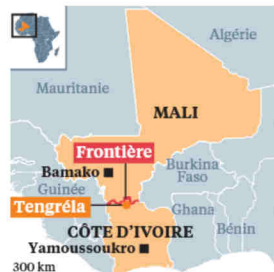
À Tengréla, la communauté malienne participe aux recensements des nouvelles arrivées.

Assis en tailleur sur le porche de la maison familiale, le chef de la communauté malienne de Tengréla, deux feuilles volantes à la main, suit du doigt les noms qui y sont inscrits. «C'est la première fois qu'on nous demande de tenir des registres, remarque-t-il. Pour le préfet, on recense toutes les personnes qui arrivent du Mali, puis on en informe les affaires sociales et la police.»

Fin novembre, 29 personnes dont 20 mineurs ont déjà été enregistrées dans cette ville ivoirienne située à dix kilomètres du territoire malien. Si l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ne dispose pas encore de chiffres officiels, une source estime à plus de 1000 le nombre de nouvelles arrivées depuis le 30 octobre. Un afflux « inhabituel » de réfugiés, d'après le Conseil national de sécurité ivoirien (CNS), qui a annoncé le 13 novembre l'enregistrement de tous les demandeurs d'asile et le renforcement de la sécurité à sa frontière avec le Mali. D'après un proche du gouvernement, ce renforcement concernerait davantage les services de renseignement sur place que les forces militaires déjà déployées dans le nord du pays.

À l'origine des déplacements, les attaques « de groupes armés terroristes ». « Les gens viennent au compte-goutte, poursuit le chef qui préfère ne pas donner son nom. Ils fuient et arrivent sans rien. C'est maintenant que cela s'approche de nous ! Hier encore j'ai appris que 18 personnes ont traversé le fleuve à Loulouni. » La grande majorité des réfugiés sont en effet originaires de cette commune de 30 000 habitants, située à 50 km de la Côte d'Ivoire.

Ibrahim Barri, 40 ans, en fait partie. Ce maître d'école coranique en est à son troisième déplacement. Il est arrivé à Tengréla avec toute sa famille il y a près d'un mois. Aidé par la communauté malienne sur place, il loue



une maison à quelques rues de celle du chef. «J'ai perdu confiance. J'ai eu peur pour ma famille et nous sommes partis avant que la crise ne nous touche», raconte-t-il sobrement. Derrière lui, ses femmes et ses enfants, en retrait, écoutent. «Tous les jours les forces maliennes affrontaient les djihadistes du Jnim (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, NDLR). À Kona (au centre du pays), un jeudi, ils sont entrés dans un marché au bétail. Ils ont raflé ceux qui s'y trouvaient et sont partis avec eux. On ne les a jamais revus.»

«Le Jnim a réussi à vider Loulouni (dans le sud du Mali) de ses habitants, analyse Hédi Nsaiba, spécialiste du Sahel pour l'organisation Acled, qui documente les conflits armés. La campagne a duré plusieurs semaines. Ils ont d'abord pris des postes militaires dans les villages aux alentours, avant de créer des patrouilles, puis un quartier général, et ensuite seulement ils ont ordonné aux populations de partir.» Un mode opératoire qui signe une stratégie plus large. «Le Jnim n'avait jamais pris de capitale provinciale auparavant. Cela montre une montée en capacité», poursuit l'expert.

Selon lui, la Côte d'Ivoire, qui accueille déjà près de 90 000 réfugiés en provenance du Burkina Faso, prend donc «les précautions nécessaires» pour protéger son territoire. Mais le pays doit agir avec prudence, pour ne pas aliéner les populations frontalières ou les réfugiés, ce qui pourrait servir de prétexte au Jnim pour s'étendre. Si le nombre de déplacés est pour le moment nettement moins élevé dans l'ouest du pays, les autorités redoutent davantage les infiltrations en provenance du Mali que du Burkina Faso, notamment en raison des nombreux flux commerciaux qui relient les deux pays.

Ludvine Blazy, envoyée spéciale à Tengréla (Côte d'Ivoire)

L'Australie endeuillée par une attaque antisémite

Dimanche, Sydney a été le théâtre d'une fusillade où, selon les autorités australiennes, a fait au moins 12 morts et 29 blessés.

L'attaque, qualifiée pour l'heure de terroriste, visait la communauté juive et s'est déroulée durant la célébration de Hanoukka.

Le sang a coulé, sur le sable de la mythique Bondi Beach, dimanche en fin d'après-midi. Deux hommes ont ouvert le feu sur la foule avant que l'un soit tué et l'autre interpellé, grièvement blessé. Avant de basculer dans l'horreur, la journée s'annonçait pourtant prometteuse.

À une semaine des grandes vacances, le rivage, libre, mêlé de cultures et de langues, ne désemplit pas : baigneurs, surfeurs, enfants. Sur l'esplanade, joggeurs, promeneurs et skateurs se croisent ; les terrasses sont bondées. Le Bondi Pavillon accueille expositions et cafés. Sur la pelouse, le cinéma en plein air se prépare pour la soirée. Et non loin de là, la communauté juive célèbre Hanoukka dans son principal quartier.

Peu avant 19 heures, des tirs éclatent près de Campbell Parade, à proximité du Pavillon. Incrédules, des promeneurs pensent d'abord à des pétards festifs, mais très vite le chaos s'installe. Certains, proches du bord, se jettent dans l'eau, d'autres s'abritent dans les parkings ou les commerces. Un homme courageux saute sur l'un des assaillants et réussit à lui prendre son arme. L'attaque, qualifiée d'«acte terroriste», aurait visé la célébration juive, selon la police. Elle a frappé indistinctement passants et vacanciers. Des engins explosifs improvisés, découverts dans un véhicule lié aux suspects, suggèrent que ces derniers ne comptaient pas s'arrêter là.

«Je comptais à manger de l'autre côté du pont, d'où ont tiré les assaillants, quand j'ai entendu les détonations, raconte Paola, Italienne habituée à passer tous ses week-ends sur la plage de Bondi. J'ai couru me réfugier dans le parking souterrain ; on y est restés deux heures, enfermés, dans la chaleur.» Lisa, Française, était partie cinq minutes plus tôt de la plage quand son mari et son fils de dix ans restés derrière l'ont rattrapée, paniqués car des gens couraient en hurlant : «Fusillade, rentrez vite !» Lorna, une habitante du quartier, a vu «trois jeunes Irlandaises» venir frapper à sa porte, terrifiées après avoir fui le

cinéma en plein air. «Je les ai fait entrer, on s'est enfermées ; on a attendu jusqu'à être enfin sûres qu'elles puissent rentrer à leur hôtel en sécurité, plusieurs heures plus tard.»

En Australie, les fusillades de masse sont rares depuis la réforme drastique des lois sur les armes, à la suite du massacre de Port-Arthur en 1996. Mais les attaques de Sydney – le siège du café Lindt en 2014, l'agression au couteau de Westfield Bondi Junction en 2024 par un homme dont les autorités ont évoqué les troubles mentaux – rappellent que l'Australie n'est pas à l'abri de violences extrêmes.

Depuis l'attaque du 7 octobre 2023 et la tragédie qui ravage Gaza et la Palestine, les tensions se sont accrues. Les phénomènes conjoints d'antisémitisme et les actes islamophobes connaissent une forte recrudescence, pointent les rapports des organismes communautaires juifs et du registre national de l'islamophobie. Les chercheurs et les ONG déplorent un climat de polarisation qui s'installe. Manifestations, réseaux sociaux et débats publics importent les antagonismes du Moyen-Orient dans l'espace australien, mettant à l'épreuve le modèle d'harmonie multiculturelle du pays. Bondi incarne ce mythe : un rivage solaire où se côtoient familles juives, backpackers musul-



mans, touristes asiatiques et européens. En frappant ici, les tireurs ont visé l'idée d'un «vivre-ensemble» paisible. Mais sur la plage, des gestes de solidarité se sont multipliés : voisins ouvrant leurs portes, passants aidant les blessés, volontaires des surf life savers prodiguant les premiers soins, commerces abritant des familles.

Des cellules d'aide psychologique ont été annoncées, de même que le renforcement de la sécurité des lieux de culte et des grands événements religieux en plein air. Des responsables religieux ont appelé à des veillées de prière et de solidarité à Sydney. Le premier ministre Anthony Albanese a qualifié l'attaque d'«acte d'antisémitisme maléfique», et appelé les Australiens à défendre la coexistence.

Sophie Ansel, correspondante à Sydney (Australie)

Publicité

**Pour l'info en continu,
il y a le choix.
Pour l'info avec du recul,
il y a La Croix.**

LA CROIX
ACTUALITÉ - RÉCITS - DIALOGUE